



Recherche en bref

L'incidence du logement sur la réinsertion sociale des délinquants

Les antécédents de logement instable sont communs et ils ont la plus forte incidence sur la révocation dans la région du Pacifique.

Pourquoi nous avons effectué cette étude

Étant donné le nombre limité de logements abordables dans la région de Vancouver, la région du Pacifique du Service correctionnel du Canada (SCC) a commandé une étude pour examiner l'incidence de la stabilité du logement sur les délinquants mis en liberté dans la région.

Ce que nous avons fait

Nous avons cherché à déterminer quelle était la prévalence des antécédents de logement instable chez les délinquants sous responsabilité fédérale ainsi que son incidence possible sur les résultats post libératoires. Les participants à cette étude étaient tous les délinquants sous responsabilité fédérale au Canada ayant rempli une évaluation des besoins multidimensionnels à l'admission entre le 28 septembre 2009 et le 10 octobre 2015 (N=25 862) et ceux ayant été ultérieurement libérés dans la collectivité pendant au moins six mois (N=14 517).

Ce que nous avons constaté

La prévalence de logement instable la plus élevée a été constatée chez les délinquants dans la région du Pacifique. Quarante-neuf pour cent des délinquants dans cette région avaient des antécédents de logement instable comparativement à la moyenne nationale (34 %; Tableau 1). À l'échelle du pays, ce domaine de besoins est nettement plus élevé chez les femmes que chez les hommes.

Tableau 1

Prévalence de logement instable*

Région	Tous les hommes (N = 24 509)	Toutes les femmes (N = 1 353)	Tous les délinquants (N = 25 862)
	%	%	%
Atlantique	27,2	47,1	28,7
Ontario	30,1	42,7	30,8
Pacifique	49,2	48,0	49,1
Prairies	39,2	60,2	40,4
Québec	26,1	46,0	26,7
Toutes les régions	33,3	50,1	34,2

*Du domaine du fonctionnement dans la collectivité de l'évaluation fondée sur la version révisée de l'Instrument de définition et d'analyse des facteurs dynamiques.

Les antécédents de logement instable étaient étroitement liés au risque de réincarcération pour les délinquants sous la responsabilité du SCC en général, mais l'importance du lien variait grandement d'une à l'autre des cinq régions. L'incidence la plus importante se trouvait chez les délinquants libérés dans la région du Pacifique, où 75 % des délinquants ayant des antécédents de logement instable ont vu leur libération révoquée dans les six mois suivant leur libération, comparativement au taux national de 52 %. Le taux de révocation le plus faible pour les délinquants ayant un logement instable se trouvait dans la région de l'Atlantique (36 %; Tableau 2).

Tableau 2
Incidence du logement instable : taux de révocation lors d'un suivi de six mois

Région	Hommes (N = 14 517) % de révocation
Atlantique	35,5
Ontario	53,3
Pacifique	75,4
Prairies	53,9
Québec	44,2
Toutes les régions	51,9

Ce que cela signifie

Dans l'ensemble, les délinquants ayant des antécédents de logement instable présentent un risque plus élevé de révocation lorsqu'ils sont libérés que ceux qui n'ont pas de tels antécédents. Selon les résultats, le fait d'aider les délinquants à trouver un logement stable lorsqu'ils sont mis en liberté dans la collectivité représente un élément important de la gestion du risque. La région du Pacifique doit, notamment, avoir une stratégie efficace en matière de logement pour aider les délinquants mis en liberté à trouver des conditions de logement stables.

Pour de plus amples renseignements

Vous pouvez joindre la [Direction de la recherche](#) par courriel ou par téléphone au 613-995-3975.

Vous pouvez également consulter la page des [Publications de recherche](#) pour une liste complète des rapports et sommaires de recherche.

Préparé par : K. Wardrop et L. Stewart

